Question 1 : Pourquoi avoir fait le choix d'une analyse qui se déploie à partir des années 1980 ?

C'est une période un peu charnière dans l'évolution des démocraties industrielles avancées, dans la mesure où il s'agit de la période de grande croissance.

C'est aussi le début des soucis.

C'est à partir de cette période que de plus en plus de contestations sur le plan électoral ont eu lieu avec la montée en puissance des partis de l'extrême droite, anti-européens, des populismes de tout genre.

L'idée était de commencer à partir de cette période et d'adopter une perspective longue.

Cela permettait donc de couvrir des périodes aussi différentes partant de la fin des 30 glorieuses, puis avec des périodes de crises, de croissance, d'autres d'unions politiques mais aussi de désunions, couvrant aussi la crise de 2007-2008 qui constitue un moment critique dans l'évolution de ces démocraties.

Question 2: Pourquoi avez-vous choisi d'analyser l'Allemagne, la France, le Danemark, l'Italie et le Royaume-Uni dans votre ouvrage?

On a choisi ces 5 pays, l'Allemagne, la France, le Danemark, l'Italie et le Royaume-Uni parce que le type de données dont on avait besoin était disponible, on pouvait les construire.

C'est là une question purement technique.

Il y avait d'autres pays qu'on a choisi de ne pas inclure : la Belgique, l'Espagne et la Suède car les 5 pays étaient plus représentatifs de la variété des systèmes politiques.

Le Danemark a un système politique proportionnel.

A l'autre extrême, le régime britannique de Westminster, avec un système électoral majoritaire, des institutions très majoritaires dans leurs logiques, leur philosophie où le premier ministre a le droit de tout faire pendant les 4 ans pendant lesquels il est au pouvoir.

Les autres pays sont intermédiaires.

L'Italie est un régime parlementaire asymétrique, des premiers ministres qui ont très souvent changé, mais qui est intéressant car il a vécu un changement radical avec des mandats de 1er ministre qui commencent à durer plus longtemps et une certaine stabilisation de la politique même si c'est à nouveau remis en cause ces dernières années.

Enfin, l'Allemagne est un régime proportionnel, un équilibre entre les institutions qui prend beaucoup de place dans le quotidien politique allemand dans la mesure où le chancelier passe l'essentiel de son temps à gérer cet équilibre.

La France qui est le plus près du Royaume-Uni, c'est un régime majoritaire où il y a un gouvernement de coalition.

Cela nous permettait donc d'avoir une palette assez diverse de pays pour étudier cette évolution de la compétition politique et de la mise en œuvre des programmes politiques une fois que les partis arrivaient au pouvoir.

Question 3 : Les élections sont-elles importantes dans nos démocraties contemporaines ?

C'est le cœur de l'ouvrage.

La question qu'on se posait et qu'on se pose dans une série de projets : dans quelle mesure les politiques mises en œuvre correspondent effectivement à ce qui ressort dans la compétition politique? Donc, quel est le lien entre la compétition politique et les lois effectivement mises en œuvre quand les partis arrivent au pouvoir ?

Dans ce sens, il y a une première partie dans notre théorisation et dans notre étude empirique qui consiste à dire comment les partis forment leurs opinions, leurs positions, et promesses.

On innove, je crois, en allant à l'encontre d'une grande partie de la littérature qui repose sur la théorie du mandat démocratique (les électeurs donnent mandats aux partis pour mettre en place des lois).

Cette équation est difficile à mettre en place dans la réalité.

Ce qu'on montre finalement : le principal déterminant du contenu de la compétition politique est conditionné par un regard sur les rivaux, c'est-à-dire quand les partis passent l'essentiel de leur temps à essayer de comprendre ce que les rivaux mettent en avant.

Finalement, cette compétition politique est déterminée dans un lien inter partisan et non pas un lien avec les électeurs.

Dans le court terme, qui est la réalité partisane, on ne sait pas qui va gagner, quel thème va marcher. Donc, dès que quelqu'un avance un nouvel enjeu, obtient un nouveau soutien médiatique, les autres risquent de reprendre très souvent les mêmes enjeux.

Quand vous regardez les campagnes électorales, c'est très souvent ce qu'il se passe.

Il s'agit là de la première partie.

A partir de cela, on se pose la question à savoir, que veut dire cela, serait-ce une mauvaise nouvelle pour la démocratie ? Les partis semblent ne pas s'intéresser aux électeurs.

Ce n'est pas tout à fait ce qu'on dit.

La saillance des enjeux est présentée tout de même à un moment aux électeurs, les électeurs n'ont pas choisi les programmes mais il y a quand même un choix.

Néanmoins, le problème réside dans le choix qui demeure limité car au cours de la campagne les partis se ressemblent un peu par rapport aux enjeux qu'ils mettent en avant pendant les élections.

Il y a tout de même des chances que ces enjeux soient importants pour l'époque.

Finalement, ce sont précisément les enjeux qui ont reçu le plus d'attention par tous les partis qui sont dans ce qu'on appelle le « *tunnel de l'attention* »

Les enjeux qui sont dans le « *tunnel de l'attention* » correspondent à ceux qui sont le plus susceptible de faire l'objet d'une réforme.

Cela ne signifie pas que tous les partis sont d'accord

C'est ce qui permet de connecter la décision électorale avec l'action publique de l'autre bout.

Entretien : Myriam Sefraoui, Chargée de médiation scientifique (CEE)